[Prénom et nom]
[Adresse]
[Téléphone] · [Adresse e-mail]
Né(e) le [date de naissance] à [lieu de naissance]

Madame ou Monsieur le Procureur de la République
Tribunal judiciaire de [ville du tribunal qui vous a condamné]
[Adresse du tribunal]

Lettre recommandée avec avis de réception

À [ville], le [date]

Objet : requête en exclusion d'une condamnation du bulletin n° 2 de mon casier judiciaire (article 775-1 du code de procédure pénale)

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

J'ai l'honneur de vous adresser une requête tendant à ce que la condamnation ci-dessous ne soit plus mentionnée au bulletin n° 2 de mon casier judiciaire, en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, et vous prie de bien vouloir en saisir le tribunal correctionnel.

La condamnation : jugement du [tribunal correctionnel de ville] du [date du jugement], qui m'a condamné(e) à [peine prononcée : amende de tant d'euros, emprisonnement avec sursis…] pour [nature des faits].

Où en est ma peine : [amende payée le date / peine terminée le date / sursis prononcé le date, jamais révoqué]. [La victime a été indemnisée le date.]

Depuis cette condamnation, j'ai résidé aux adresses suivantes :
- [adresse], de [mois et année] à [mois et année] ;
- [adresse], depuis [mois et année].

Cette mention m'empêche aujourd'hui de [ce que la mention bloque : être embauché(e) comme…, obtenir la carte professionnelle…, renouveler mon titre de séjour…], comme le montre [le document joint : promesse d'embauche, refus, courrier de l'administration].

Depuis les faits, [votre situation : emploi, formation, famille, démarches accomplies]. [Je n'ai fait l'objet d'aucune autre condamnation.]

Je joins à cette requête :
- la copie de ma pièce d'identité ;
- [la copie du jugement, si vous l'avez] ;
- [les justificatifs de paiement de l'amende et d'indemnisation de la victime] ;
- [les documents qui montrent ce que la mention vous empêche de faire] ;
- [les justificatifs de votre situation actuelle].

Je me tiens à la disposition du tribunal pour être entendu(e) à l'audience.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma considération distinguée.

[Signature]